

LA VOIE CHINOISE

Michel Aglietta et Guo Bai

Perspective chinoise : approche théorique

- **Présupposés théoriques :**

- Le capitalisme s'inscrit dans l'économie de marché mais ne s'y confond pas
- Le capitalisme est un système de relations de pouvoir dont la régulation exige des institutions sociales non soumises au marché

- **Les enseignements de l'histoire longue pour éclairer le devenir des formations sociales (Fernand Braudel) :**

- Le marché est un lien social universel : la Chine a des marchés développés dès les Song à partir du 9^{ième} siècle. Il s'insère dans « la civilisation matérielle »
- Le capitalisme est une logique d'appropriation du pouvoir de l'argent qui engendre une coévolution des structures économiques et des institutions socio politiques → **diversité des formes de capitalisme**

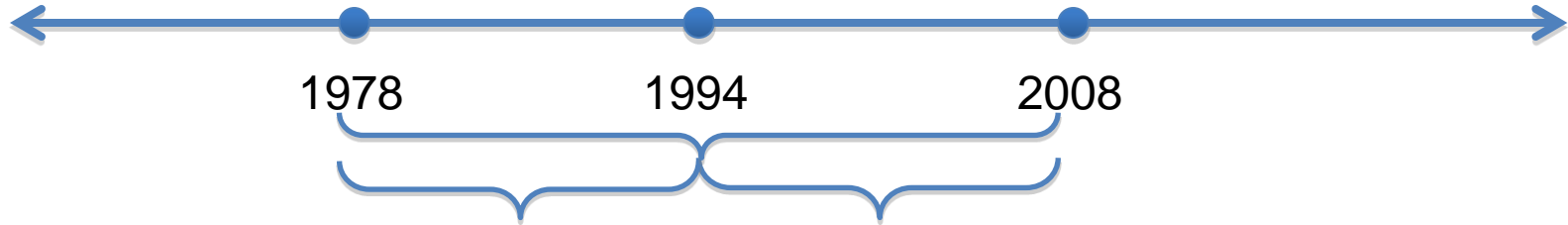
- **Notre hypothèse sur la trajectoire chinoise :**

- Un principe de souveraineté politique et une société civile articulés ≠ de l'Occident
- Entraînent **l'essor d'un capitalisme sui generis**

Les 5 principes braudeliens de l'étude historique du capitalisme et les singularités chinoises

Principes d'analyse du capitalisme	Singularités chinoises
Le capitalisme est global dans sa logique d'accumulation et enraciné dans des structures sociales produisant des différenciations structurelles des types de capitalisme	Structure sociale spécifique: <i>Souveraineté unitaire absolue</i> Société civile très résiliente : noyau de solidarité familiale et réseaux étendus de réciprocité
La logique d'accumulation de l'argent n'a pas le bien être social pour finalité: <i>l'inégalité est son essence</i> . Processus évolutionnaire qui ne converge vers aucun modèle idéal prédéterminé	Tradition historique très longue de méritocratie et de prédominance d'une société rurale sans classes → <i>la richesse privée n'est pas constitutive de pouvoir politique</i>
Phénomène historique total se nourrissant de ses propres contradictions : phases d'expansion globale alternant avec phases d'innovations sociales territorialisées	L'Empire du Milieu n'a jamais été tourné vers l'expansion. La logique de croissance est un moyen au service de buts politiques: préserver la souveraineté unitaire par l'harmonie sociale
A LT les institutions guident la régulation d'ensemble des sociétés. Les plus profondes sont les croyances collectives incarnant le bien commun	<i>Prépondérance du confucianisme</i> : sens du bien commun et rôle crucial de l'éducation généralisée
Le capitalisme mondial est une confrontation des pouvoirs politiques asymétriques	Le leadership chinois préconise la coexistence des idéologies dans des règles internationales mutuellement acceptées

Approfondir notre entendement de la réforme chinoise



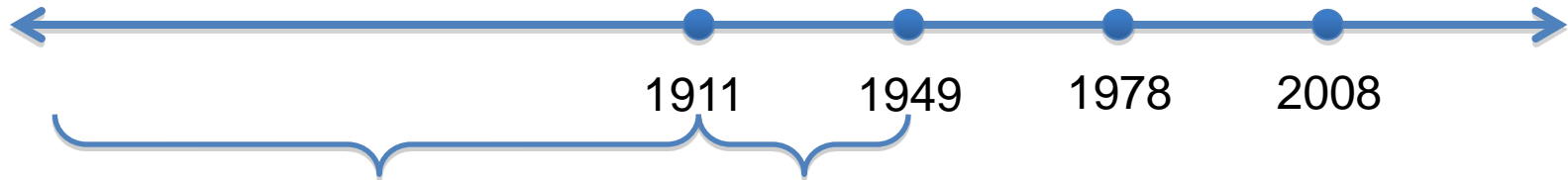
- **Quelques arguments répandus sur la réforme chinoise :**

- La réforme chinoise est un processus homogène de convergence vers un modèle idéal;
- Les mécanismes du marché et l'ouverture sont les deux clés du miracle chinois.

- **Ces arguments échouent à résoudre d'importantes questions :**

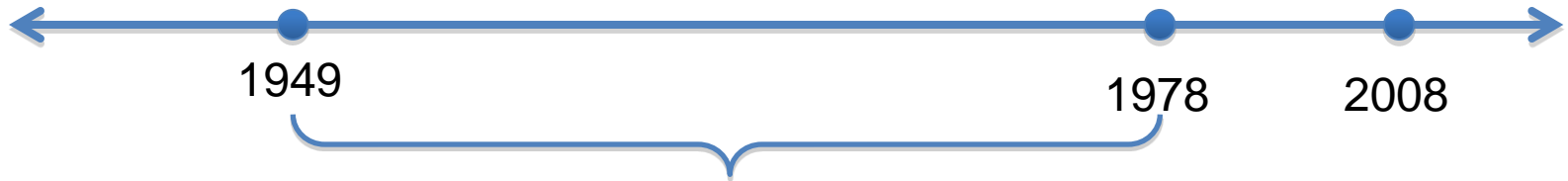
- La magie de la réforme chinoise n'est pas son rythme de croissance mais sa durée. La réforme chinoise est un processus graduel : d'où vient le dynamisme continu ?
- Beaucoup de chercheurs (Naughton 2007, 2008; Lau, Qian and Roland 2000) ont observé différentes étapes de la réforme chinoises, notamment la coupure de l'année 1994. Pourquoi ?
- Comment la Chine a-t-elle démarré son industrialisation endogène à l'échelle nationale ?

Pourquoi la Chine n'a-t-elle pu s'industrialiser avant la révolution socialiste ?



- **Une économie de marché développée et une société ouverte ont existé en Chine depuis longtemps :**
 - Avant 1911 : la Chine impériale était une économie de marché développée
 - 1912-1949 : les conditions de base pour l'apparition du capitalisme étaient réunies sous la domination du Kuomintang .
- **L'industrialisation n'a pu se produire de manière endogène à cause d'institutions qui empêchaient la concentration du capital:**
 - La croissance de la population rurale et la structure des familles limitaient strictement le transfert de ressources de la Chine rurale vers la Chine urbaine
 - Le régime politique unitaire privilégiait l'ordre intérieur et était hostile à la concentration de la richesse privée
 - Une forte mobilité sociale ascendante/descendante était due à l'autorité centrale , à la sélection méritocratique des bureaucrates et à l'absence de la primogéniture

Que s'est-il passé entre 1949 et 1978 ?



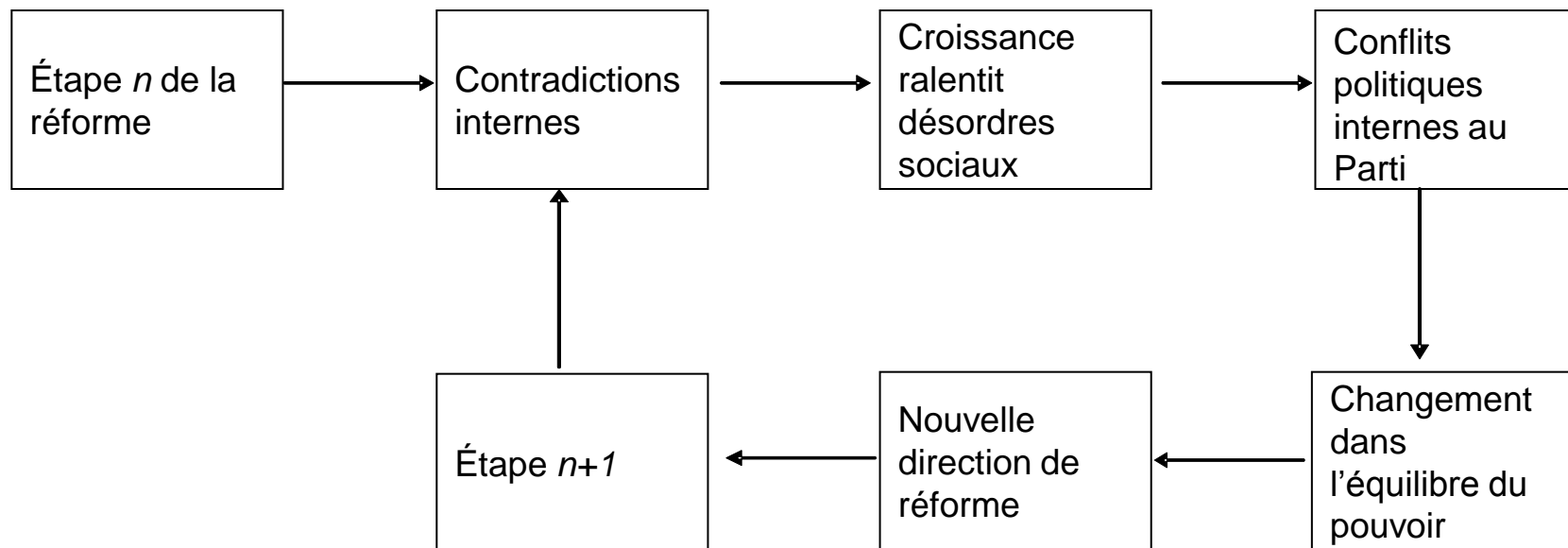
• Le « Big Push » de l'industrialisation :

- La variable clé est la régulation du prix du travail
 - Les salaires urbain et rural ont été maintenus au niveau de subsistance pour maximiser l'investissement industriel
- Les niveaux de vie ont stagné et les ajustements de prix ont été supprimés.
- Cependant les résultats ont été impressionnants:
 - Le taux d'investissement a été maintenu autour de 35%
 - Les infrastructures ont été améliorées dont : l'organisation nationale des soins médicaux, l'éducation de base et la diffusion du progrès technique dans l'agriculture
 - Le taux d'illettrisme a baissé de 80% à 16,4% entre 1952 et 1978;
 - L'espérance de vie a augmenté de 42,2 (45,6) ans en 1950 à 66,4 (69,4) en 1982 pour les hommes (les femmes)

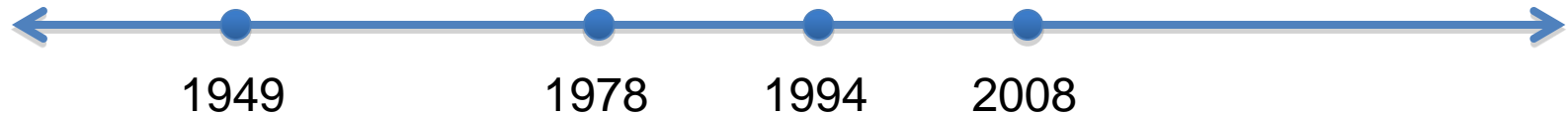
➡ L'économie planifiée n'était pas seulement un choix idéologique, c'était aussi un choix économique.

La Nature de la Réforme Chinoise

- **L'objectif final des réformes est politique** : préserver l'ordre politique unitaire et l'harmonie de l'ordre civil intérieur
- La réforme est **une transformation conjointe** des structures économiques et des institutions. Elle est pluraliste et se nourrit de ses contradictions dans un processus perpétuel. Elle ne se réfère à aucun modèle idéal.



Recherche permanente de l'équilibre des tensions et transitions entre les régimes de croissance



• 1949-1978 :

- Crises initiales : menace militaire; besoins immédiats d'accumuler le capital humain et matériel
- Politiques poursuivies: « *big push* » de l'industrialisation ; économie planifiée
- Crises finales : stagnation des niveaux de vie ; manque d'incitations économiques

• 1978-1994 :

- Opportunités de changement : « révolution verte » et fin de l'isolement diplomatique
- Politiques suivies: le marché, l'ouverture et subventionnement des travailleurs urbains
- Crises finales : effondrement du budget et du contrôle du gouv central ; inflation ↑↑

• 1994-2008 :

- Politiques suivies : recentralisation des ressources fiscales et régulation des banques
- Crises finales : surcapacités dues à la distorsion des prix des facteurs, détérioration environnementale et inégalités sociales aiguës

Contradictions de la 2^{ième} phase de la réforme

- **Les symptômes :**

- Croissance très intensive en capital dans industries lourdes et infrastructures → surcapacités de production et transferts massifs des ménages vers entreprises d'Etat
- Inégalités fortes de revenus → besoins aigus et multiformes de redistribution
- Intensité énergétique élevée et détériorations environnementales

- **Logique de ces contradictions : mauvaise régulation des prix de facteurs**

- *Travail*: surplus de main d'œuvre rurale → salaire très bas main d'œuvre non qualifiée/ pas de contrat de travail et non reconnaissance des droits sociaux
- *Capital* ; concentration bancaire et coût du capital << taux de croissance pour entreprises d'Etat/ coût très élevé pour PME → sous-dév des services
- *Terre rurale* : principale source de revenus des gouvts locaux → saisies de terre et changements des usages avec compensation très faible des fermiers → spéculation immobilière et construction excessive de parcs industriels pour attirer recettes fiscales
- *Energie et carbone* : droits d'extraction très bon marché et non reconnaissance externalités environnementales

- **Besoin d'une libéralisation graduelle et cohérente des prix dans planification stratégique conduisant une mutation du régime de croissance vers le dév durable**

Principes politiques et axes de la croissance soutenable pour la société chinoise

- Croissance soutenable = logique d'évolution vers la *société harmonieuse* qui est un concept strictement politique impliquant 3 conditions :
 - Renforcement de la souveraineté unitaire capable de conduire la planification stratégique
 - Alignement des intérêts de la bureaucratie sur ceux du souverain
 - Développer le bien-être du peuple: compatibilité entre généralisation du progrès social (*politiques inclusives*) et équilibre avec la nature (*conservation environnementale*)
- Axes de la planification stratégique de la 3^{ème} phase de la réforme (horizon 2030):
 - *Urbanisation adaptée au changement climatique* : ensembles urbains multipolaires/compacité des centres/habitat bas carbone/transports collectifs liant les pôles
 - *Innovations indigènes et frugales* : technologies avancées à bas coûts poursuivies par entreprises domestiques schumpétériennes pour faire accéder à la modernité une énorme pop de revenus \$3000 à 5000
 - *Economie de services supérieurs* : de coordination adm, sociaux (éducation et santé), aménités urbaines (culture et loisirs) et services aux entreprises (professionnels de fonction tertiaire, logistique, finance)

Principales réformes politiques dans la nouvelle phase: foncière et fiscale

- Profonde réforme fiscale :
 - Elargir la base d'impôts directs pour inverser les transferts des ménages vers les entreprises et accroître la progressivité
 - Simplifier la hiérarchie administrative pour diminuer les coûts de fonctionnement et l'incitation à la corruption et pour instituer une redistribution de la ressource fiscale sur critères légaux pour adéquation des ressources budgétaires et des obligations de fourniture de services publics
 - Créer ou augmenter les impôts pour orienter la valorisation des ressources naturelles et réduire les émissions carbone
- Réforme foncière et relaxation progressive du hukou rural
 - Reconnaissance légale du droit d'usage sur les terres rurales contre toute spoliation
 - Organisation d'un marché des droits pour déterminer la valeur (coût d'opportunité) des terres rurales permettant aux fermiers de vendre, louer ou hypothéquer librement
 - Lever progressivement le hukou au fur et à mesure où se déploie la planification urbaine et où se généralise la couverture sociale

Principales réformes politiques dans la nouvelle phase : finance et droits sociaux

- La réforme financière :
 - Déréguler en partie les taux d'intérêt bancaires en élevant la limite du taux des dépôts
 - Accroître la participation des investisseurs institutionnels dans le capital bancaire
 - Développer un marché des titres obligataires à LT pour financer les investissements des gouvernements locaux avec engagement des investisseurs financiers domestiques
 - Construire un système moderne de régulation financière : assurance de dépôts unique, et mécanisme de résolution ordonnée des faillites bancaires
- La politique sociale :
 - Le droit du travail a été modernisé. Il faut l'adapter au secteur privé
 - L'énorme effort d'éducation et de R&D va se poursuivre
 - Ouvrir le système de santé au secteur privé
 - Les choix politiques du système en devenir de protection sociale: une couverture universelle de base en assurance santé et pension, une forte participation des réseaux de solidarité de la société civile, un financement distinguant les prestations contributives (revenu salarial)/ non contributives (taxe sociale sur base de revenu national)

Quelle évolution du régime politique ?

- Les avantages du système politique chinois très proche du régime impérial :
 - La vue longue et la continuité des objectifs dont dépend la légitimité
 - La responsabilité directe / société civile et l'absence d'intérêts économiques coalisés exerçant une influence prépondérante sur l'Etat
 - La capacité à renouveler les élites dirigeantes en restant fidèle aux méthodes de sélection méritocratique
- Les défauts du système politique chinois actuel et les capacités d'évolution :
 - Le pb de l'alignement des intérêts des bureaucrates en l'absence de contre-pouvoirs institutionnalisés implique le recours à l'éthique confucéenne pour parvenir à un modèle bureaucratique de responsabilité
 - L'enjeu de la démocratie réelle (*grassroots democracy*) par auto-organisation de la société civile qui est inclusive dans les réseaux de solidarité et les communautés rurales: capacité de médiation des conflits dispersés, offre complémentaire de services sociaux et contrôle des performances des organismes publics
 - Pour que cette évolution se réalise, le statut de la société civile doit être reconnu dans le système politique, la taille de la bureaucratie doit être réduite et ses fonctions redéfinies

Merci!